

Compte rendu du CSAL du 18 juin 2025

Étaient présents :

Pour l'administration :

Yannick Girault, président ;
Céline Sage ;
Laurence Perot (visio) ;
Tossim Assih ;
Sandra Jeanne Lara-Golliot ;
Stéphanie Daniel ;
Marie-France Belvo ;

Frédéric Le Guillou, secrétaire administratif ;
Sandrine Alix ;
Céline Cartier ;
Isabelle Giraud-le-Pottier ;
Philippe Jouffret ;
Jean-Philippe Lacou ;
Stéphanie Augé ;
Patricia Desaye ;

Pour les représentants des personnels :

Guillaume Champion _ tit. CGT
Cyril Faure _ tit. CGT ;
Dorothee Gourmelon _ tit. CGT (visio) ;
Frédérique Fournieux _ tit. CGT ;
Blaise Samuel Becker _ suppl. CGT ;

Marc Daval _ tit. Solidaires ;
Pascale Chaize _ tit. Solidaires ;
Cécile Peyrin _ tit. Solidaires ;
François Ducaté _ tit. CFDT-CFTC ;
Alain Rey _ suppl. CFDT-CFTC.

Pour les experts désignés par les organisations syndicales :

Béatrice Pointud _ experte pour Solidaires (visio) ;

Ce CSAL s'est déroulé en bi-modal dans les locaux de l'établissement de Lyon.

Après la lecture des déclarations liminaires, le président indique l'arrivée, depuis mai dernier, de Mme Anne Guillemant Inspectrice divisionnaire au cabinet communication de l'ENFiP.

Réponse du président suite à lecture des déclarations liminaires :

- Le président se félicite de l'envoi dans les temps des documents préparatoires de ce CSAL et salue le fait que nous allons pouvoir enfin pouvoir étudier dans cette instance les résultats des évaluations au chaud et à froid des stagiaires en FI.
- Le président estime que le cœur de l'activité de l'école est de faire de la formation mais également de prendre en charge l'attractivité. Concernant celle-ci, le président se félicite que la DGFIP soit la première administration en termes de candidatures par poste, bien au-delà des autres fonctions publiques de l'état, et largement supérieure à celles que connaissent les fonctions publiques territoriales et hospitalière.
- Concernant le point soulevé par la CGT sur l'absence d'organigrammes fonctionnels clairs et précis au sein de l'ENFiP, M. Tossim Assih indique que c'est en cours et que cela constitue un gros travail. Les établissements doivent les fiabiliser à leur niveau.

Ordre du jour du CSAL

1. Présentation du procès-verbal de la séance du 4 décembre 2024.....	2
2. Les conditions de vie au travail de l'ENFiP : résultats de l'observatoire interne 2025 et TBVS.....	2
3. Le bilan des évaluations.....	3
4. Evolution du matériel informatique à l'ENFiP.....	4
5. Points divers.....	5
5.1 . Quel est le budget du renouvellement des TBI à Noisiel ? (CGT).....	5
5.2 . Quelles sont les suites des consultations MIRA des stagiaires (CGT).....	5

1. Présentation du procès-verbal de la séance du 4 décembre 2024

Approuvé à l'unanimité

2. Les conditions de vie au travail de l'ENFiP : résultats de l'observatoire interne 2025 et TBVS

La direction ne reviendra pas sur le détail des résultats.

La CGT Finances Publiques estime que les résultats sont mauvais dans l'ensemble même si certains items sont en amélioration, d'autres continuent de se dégrader.

La direction revient sur les actions à mener :

- Donner aux agents de l'ENFiP des perspectives claires et accessibles, avec notamment un meilleur accompagnement lors des concours internes.
- Agir concrètement sur la charge de travail ;
- Accompagner les transformations de manière collective ;
- Renforcer la lisibilité de l'évolution de l'École ;
- Renforcer l'écoute pour mieux accompagner ;

Sur les résultats de l'observatoire interne et les actions à mener, **la CGT Finances Publiques** indique que :

- Sur le premier point, s'il est important que l'ENFiP accompagne au mieux les candidats celui-ci doit être compatible avec l'organisation interne des services notamment dans les établissements de formation lors des pics de charge.
- Sur la charge de travail, la mise en place du RP fonctionnel et RP hiérarchique et l'absence de communication entre eux entraînent cette mauvaise répartition de la charge de travail. Cette mauvaise répartition se fait également ressentir au sein de la direction avec parfois des consignes peu claires et souvent dans l'urgence .
- Sur les 3 derniers points, la CGT Finance Publiques souligne la nécessité d'un dialogue plus étroit entre la direction et les agents.

Sur le tableau de bord de veille sociale, **la CGT Finances Publiques** s'inquiète des heures d'écèlement. Même si elles sont peu nombreuses et en légère diminution, un écèlement est toujours un signe de malaise ou de mauvaise formation de l'agent.

La CGT Finances Publiques s'inquiète également du nombre des arrêts maladie en forte hausse (+28%).

La direction indique que l'accompagnement des agents ne se limitera pas aux concours interne mais qu'il se fera également pour que l'agent se sente « acteur lors des projets de transformation » notamment avec le développement des postes à profil.

Sur la charge de travail, la direction reconnaît que ce fonctionnement est perfectible. Les OS indiquent qu'à minima des visio entre RP Fonctionnel et son équipe devraient être plus régulières.

Dans la continuité des échanges concernant la charge de travail, la CGT Finances Publiques s'étonne que les formateurs doivent suivre les stagiaires en autonomie. Cela est contraire au propos qui avaient été tenus dans cette instance où il avait été indiqué que « le projet Ariane ne vous rajoutera pas de temps de travail ».

Entre la mise à jour documentaire qui s'en trouve doublée (livrable + capsules) et le suivi des stagiaires le projet Ariane rajoute un travail supplémentaire qui, pour la CGT Finance Publiques, est sous évalué.

Ainsi, la CGT Finances Publiques dénonce le non application d'une note nationale concernant la VAE (Valorisation d'activité des enseignants).

À Lyon, le suivi des stagiaires sur Ariane est pris en compte dans la VAE et a fait l'objet d'une note applicative.

À Clermont-Ferrand, le suivi des stagiaires se résume à l'UC implication, aux entretiens avec les stagiaires, au rôle de responsable de groupe.

Donc d'un même note nationale (cf [CR du CSAL du 23/09/2023](#)) les établissement font des applications différentes.

La direction reconnaît que ce point doit être précisé.

Le projet Ariane est récent et il y a lieu d'améliorer les choses.

La direction maintient que le suivi des stagiaires en autonomie et la VAE sont deux problématiques différentes.

Pour la **CGT Finances Publiques** ces deux problématiques sont étroitement liées et le suivi des stagiaires en autonomie doit être valorisé.

Concernant le télétravail qui reste stable à l'ENFiP, la CGT Finances Publiques demande quelle est la position de Mme Valérie Séguy, DRH, sur ce point ?

En effet, elle a fait savoir qu'elle trouvait le taux télétravail à la DGFIP trop élevé.

En absence de consignes données, la direction n'a pas traité la question radicalement. La seule recommandation qui a été faite est de revoir le nombre de jours de télétravail si dans les équipes, le collectif se trouve affecté.

3. Le bilan des évaluations

Présentation du bilan par la direction qui souligne notamment le bon travail sur le dossier Ligne et Bois (en remplacement du dossier Isadoro).

La CGT Finances Publiques déplore le temps le temps perdu sur ce dossier de contrôle Fiscal « que de temps perdu ! ».

Avec Ligne et Bois, nous avons la preuve que quand le dossier est géré par une équipe rapprochée géographiquement et qui connaît le public destinataire de la formation : ça marche.

La CGT Finances Publiques salue que les échanges en CSAL ont permis d'aboutir à des projets demandés depuis des années par les formateurs : instauration de l'impôt sur le revenu en socle, suppression du dossier Isadoro par Ligne et Bois.

Chez les FIA, la forte hausse de satisfaction sur le socle et sur le bloc est étroitement liée à ces changements récents.

Le président précise que d'autres points sont à retravailler, notamment le management.

Mme Stéphanie Daniel indique que ces changements sont le fruit de travaux menés en GT et que ce genre de travaux seront reconduits.

Elle invite les formateurs à faire remonter les incohérences de la formation, en CSAL, mais également directement auprès de la DOF.

Pour la CGT Finances Publiques, les GT pilotés par la direction portent plus leurs fruits que ceux qui sont gérés que par les responsables des matières. En effet, il est difficile de se déjuger sur son propre travail.

La CGT Finances Publiques rappelle que le travail de dé densification doit continuer notamment chez les B.

4. Evolution du matériel informatique à l'ENFiP

Le président rappelle les éléments de contexte.

Il faut faire la distinction entre les établissements de formation initiale et les locaux hébergés des CIF et ACIF, tout en tenant compte du CFP.

Le président s'est déjà entretenu avec les responsables des services informatiques de SI3.

Avant d'aborder le point présent à l'ordre du jour, le président indique que les bureaux de SI3 ne veulent plus que l'ENFiP soit la distributrice des PC portables.

Plusieurs décisions sont prises et il devrait y avoir un renouvellement anticipé des PC portables afin de ne pas arriver sur des renouvellements massifs correspondants au nombre de portables distribués massivement aux dernières promos conséquentes.

Sur l'évolution du matériel informatique à l'ENFiP, le président précise que l'on a une hétérogénéité de nos matériels pédagogiques, au sein et entre les structures de l'école.

Pour le président, il paraît inconcevable de demander aux formateurs de venir avec leur PC alors qu'en fonction du matériel pédagogique, il est actuellement impossible de socler les PC pour qu'ils puissent se connecter dans chaque salle. Pour lui, l'acte pédagogique prime.

Cependant, Mme Sandra Jeanne Lara-Golliot dit qu'il faut se rapprocher le plus possible des objectifs de la Centrale, à savoir un PC par agent. Dans les fiches préparatoires à ce CSAL l'ENFiP préconisait :

Pour la formation initiale, l'idée est de venir avec son PC dans les salles de cours.

Pour la formation continue, il a été préconisé de remplacer le matériel existant à l'identique, du fait notamment qu'il peut y avoir des intervenants hors DGFIP.

Cependant, lors des échanges on voit bien que la situation n'est pas encore tranchée.



M. Tossim Assih indique que l'ENFiP a redéployé un grand nombre (# 1 107) de PC portables aux services centraux censés les redéployer aux directions locales.

La CGT Finances Publiques a réitéré sa proposition que chaque salle soit équipée d'un PC portable, en sachant que c'est déjà le cas dans certaines structures.

Ce que l'on ne veut pas, c'est entendre que « ce n'est pas possible » ou « ça ce n'est pas moi ».

L'enjeu est beaucoup trop important pour se permettre de l'approximation et l'on sait que les CID ne seront pas en mesure de répondre présentes en cas de problème généralisé.

En formation continue, il faut maintenir dans tous les CIF et ACIF, des salles équipées de PC notamment pour les bases écoles monosposte.

Par ailleurs, La CGT s'inquiète en cas de changement de fournisseur de matériel informatique.

La CGT Finances Publiques renouvelle sa demande de constitution d'un GT sur le thème « comment une salle de formation doit-elle être équipée ? ».

La CGT Finances Publiques demande :

- de connaître une date butoir pour la décision qui doit survenir en septembre ;
- **Quand en saurons-nous plus sur ce point ?** car en cas de changement de fonctionnement, la formation spécialisée devra obligatoirement être réunie.
- D'acter la mise en place d'un groupe de travail sur ce que doit être une salle de formation.

Pour le président, SI3 et la DGS de la division des budgets et achats doivent voir au-delà de l'aspect budgétaire.

L'ENFiP doit et va procéder à un recensement du matériel pédagogique et informatique dans les salles

La CGT Finances Publiques déplore l'absence de réponse de la part de l'ENFiP sur ce sujet même si un point informel doit avoir lieu début juillet.

Le GT « comment une salle de formation doit-elle être occupée ? » sera organisé le mercredi 9 juillet à 14 heures.

5. Points divers.

5.1 . Quel est le budget du renouvellement des TBI à Noisiel ? (CGT)

Le budget était de 39 000 € en 2023. Des TBI ont été remplacés par des écrans tactiles et ce sont ces écrans tactiles qui n'étaient pas compatibles avec les PC fixes des salles.

5.2 . Quelles sont les suites des consultations MIRA des stagiaires (CGT)

La direction remercie les chefs d'établissement pour les auditions menées.

2 dossiers ont déjà été transmis au BAJC au vu du nombre important des consultations.

Pour les autres dossiers, l'ENFiP est au stade du rapport conclusif afin qu'il soit transmis prochainement au BAJC (bureau des affaires juridiques et du contentieux) et c'est ce bureau qui donnera la suite à donner.

Pour les stagiaires concernés, les UC de compétences n'ont pas été validées quand il n'y a pas eu de justification à la consultation.

La CGT Finances Publiques regrette que malgré sa demande lors d'une réunion informelle, les coordonnateurs des groupes n'aient pas été informés de la situation.